COLLOQUE DE LA RÉPUBLIQUE MODERNE

Hubert Vedrine

Collogue de la République Moderne

insister sur l'importance des évènements actuels. L'Administration américaine actuelle, qu'on appelle à tort «néo-conservatrice» alors qu'elle n'est pas du tout conservatrice, qu'elle ne cherche pas à conserver quoi que ce soit, est en fait néo révolutionnaire, ou néo-réactionnaire comme vous voulez. Elle veut bouleverser la donne. Elle prend le contre-pied d'une série de croyances qui ont fini par dominer l'Occident, puis le monde entier, depuis quatre-vingts ans environ, d'abord à l'initiative du Président américain Wilson, contre Clemenceau d'ailleurs. Ce sont ces idées qui sont remises en cause par cette idéologie que nous commençons maintenant à bien connaître. On aurait d'ailleurs dû s'en rendre compte plus tôt. Cette remise en cause est extrêmement forte, elle prend à contre-pied, de front, une vision du monde fondée sur le dialogue politique et pacifique, vision devenue dominante dans le monde européen, ce qui fait dire d'ailleurs à certains intellectuels proches de Bush que les ou President americain wilson, contre Liemenceau o allieurs. Le sont cels loese qui sont remises en cause pair cetter loerogie que nous commençons maintenant a loer connairte. Un aurait o allieurs au se ne rendre compte puis cet est extrémement forte, elle prend à contre-pied, de front, une vision du monde fondée sur le dialogue politique et pacifique, vision devenue dominante dans le monde européen, ce qui rist dire d'allieurs à certains intellectuels proches de Bush que les Européens ne comprennent plus rien au monde. Les Européens croyaient vivre enfin dans un monde «post-tragique». Cette croyance s'est dévelopée au cours du siècle écoulé, malgré ou à cause des guerres mondales et de toutes les horreurs qui se sont produites pendant cette longue période. Et les Occidentaux, réunis à ce moment là dans cette fin de l'Iristoire», comme le disait une théorie qui a eu du succès à l'époque, mêmes il a pensée de Fukuyama est plus sophistiquée en réalité quand on l'examine de plus près. Donc, pour moi, cette Administration, ce qu'elle porte en elle, dans son aile la plus dure, les faucons, mais plus ou moins quand même dans son ensemble, vise à une remise en cause par cette de le qui s'est passé ces dernières années. J'ai entendu avec beaucoup d'intérêt M. Robert Malley parier de «décennie gaspillée». Après l'écroulement de l'Union Soviétique, ayant triomphé au cours du XXème siècle de tous les grands adversaires mençants qui s'étaient présentés à elle et qui l'avaient amenée à s'impliquer de plus en plus, l'Amérique a été saisie d'une sorte de vertige et de retenue en même temps. Déjà, dans la période Clinton, on voit monter cette vertique s'étaient présentés à elle et qui l'avaient pas pour moi de sens péjoratif, quand je l'ai lande en 1998. On voyait remonter l'unilatéraille. Il suffisait d'entendre ce que disaient les Sénateurs et une partie des média. On voit pour la première fois les mytradorises ne vertique a de de de une contre de l'au contre de l'a parce que les dirigeants sont mauvais, cyniques, ou qu'ils nes erallent pas aux nouvelles conceptions, etc. Donc i approche de l'actuelle Administration américanie bouleverse beaucoup de choses et, quelle que soit la suita, il n'est pas formant qu'il y au partie des l'Administration meritanie bouleverse beaucoup de choses et, quelle que soit la suita, il n'est pas formant qu'il y aux provent de l'Administration Bush au pouveir, on pouvait le prévoir. On auvait à un moment domé une collision. Là je ne parle pas du clash des cullisations, je parte du clash entre cette Administration et au moins une partie des l'Administration et au moins une partie des provinces de l'Administration et au moins une partie des l'administ le début. Il en a fait, de façon exagérée, une obligation de politique intérieure américaine; je parle sous le contrôle de gens qui apprécieraient mieux que moi la situation politique intérieure américaine. Mais s'il devalt arrêter en disant: «) al été convaincu, on va simplement su vereiller Saddam Hussein, on va attendrée, je pense qu'il serait politiquement terminé, pa rrapport aux attentes qu'il a créées. Je ne vois donc pas comment il pourrait ne pas y aller. Il y a toutes les pour mesurer l'impact sur le système international: par exemple si les Américains agissent malgré un veto. On voit bien que ces événement vont remodeler non seulement le Moyen-Orient - je ne sais pas si ce sera dans le bon sens - mais toutes les relations internationales. On ne sait pas encore quelles charmières vont sauter et je ne sais pas si, au-delà de cet épisode irakien, les Etats-Unis iront plus loin. Ce serait alors une sorte de gigantesque fleuve qui sortirait de son lit et qui déterminerait son propre cours, en dehors de l'usine à gaz multilatéraila ten Américaines, cau es de volontaires, sujet par sujet. Je ne sais pas s'ils vont persévérer dans ce sens, ça me paraît extraordinairement risqué, même en termes d'appréciation froide des rapports de force. Ce n'est pas évident, l'opinion américaine reste quand même partagée sur ce sujet, ça dépend beaucoup de la façon dont ça se passera en Irak. On ne peut plas exclure complètement que reviu, soit sur d'autre points. Je ne pense pas que le choix soit fait. Je vois bien ce que veulent les faucons à Washington et ceux qu'on appelle faussement les néo-conservateurs; je ne suis pas sûr que le Président Bush lui-même ait déjà arbitré sur les suites. Et puis ça ne sera peut-être pas lui après 2001, je l'ignore. Ca ne sera donc pas la même chose selon que, dans les prochains jours, les Etats-Unis inours, les Etats-Unis avoit la majorité au Conseil de Sécurité ou constateront qu'ils ne l'ont pas et répétent alors ce qu'ils not dit condamnable sur le plan du multilatérail sur pus pas p devrait aller jusque là dans la déconstruction du système actuel. Mais, comme je l'ai dit, ce n'est pas le plus probable. Je n'exclus pas, ce qui arrangerait tout le monde, que les Etats-Unis n'aient pas la majorité, ce qui pourrait les arranger aussi, parce qui au le probable. Je n'exclus pas, ce qui arrangerait tout le monde, que les Etats-Unis n'aient pas la majorité, ce qui pourrait les arranger aussi, parce qu'un pour les hations-Unies... Alain Dejammet: «Non, sour ce qu'on peut faire». Bien. La France se battra vaiillamment, naturellement. Quant à la question de l'OTAN, je n'y institution par une note d'optimisme, malgré tout, sur l'avenir des Nations-Unies... Alain Dejammet: «Non, sour ce qu'on peut faire». Bien. La France se battra vaiillamment, naturellement. Quant à la question de l'OTAN, je n'y institution de l'Europe, enfin d'accord sur ce qu'ils doivent faire ensemble, disent: «Nous sortons tous de l'OTAN, en vien saite pas en versit qui ni pur les pays d'Europe, enfin d'accord sur ce qu'ils doivent faire ensemble, disent: «Nous sortons tous de l'OTAN, en vois mente de Gaulle collectif, dais la se sour avec les États-Unis un certain nombre de valeurs communes et d'intérêts communs. On créerait alors la fameuse alliance à deux piliers, dont Kennedy parlait déjà dans les années soixante, mais qui bien sûr ne s'est jamais concrétisée, parce que ce n'était pas l'esprit de l'Alliance. En dehors de cette métamorphose phénixienne amusante de l'alliance, le reste ce sont des péripéties. Alors, j'en viens à l'Europe. Les dégâts sont bien sûr considérables, mais je ne suis pas sûr que dans cette salle tout le monde le déplore. Même si on est sincèrement pro-européen et attaché à ce que l'Europe se constitue commune une puissance, faut-il regretter la disparition des chimères? Les chimères empéchent d'avancer, es pas de la dimension de consider y a une option. Soit ils se disent: c'était une alliance de circonstance franco-Schröderienne, entre ceux qui ne veulent pas de guerre en général et ceux qui ne voulaient pas de cette guerre en particulier. On ne peut pas en tirer grand chose de plus et on va retravailler à quinze et à vingt-cinq. Ce sera peut-être d'ailleurs la priorité de Schröder de reconstituer en priorité ses bonnes relations avec les autres partenaires européens. Ou alors ils se disent: c'est l'acte de naissance de ce fameux «noyau dur» ou va retravailler à quinze et à vingt-cinq. Ce sera peut-être d'ailleurs la priorité de Schröder de reconstituer en priorité ses bonnes relations avec les autres partenaires européens. Ou alors ils se disent: c'est l'acte de naissance de ce fameux «noyau dur» ou il puisse prendre des initiatives aussi fortes. Aussitôt après, il sera donc obligé de se rabibocher avec les autres Européens. Mais je peux me tromper, et on peut plaider également la thèse du noyau dur. Ac emoment-là surgissent plusieurs questions, auxquelles ceux qui ont proposé un noyau dur, c'est-à-dire Karl Lammers, Joschka Fischer, Jacques Delors, etc. n'arrivent pas à répondre depuis dix ans. Le noyau dur paraît en effet la réponse naturelle à la dilution d'une Europe qui s'élargit trop, mais qui ne peut pas ne pas s'élargir. Mais qui met-on dans ce noyau? Si on dit les pays de l'euro, c'est dix prol parej la France et l'Allemagne c'est trop étroit, et pas assez représentait fée de différents comants; si on pense aux six fondateurs, avec l'Italie d'aujourd'hui, an e fonctionne pas. D'autre part: comment empêcher les autres d'entrer? Parce qu'aujourd'hui, une majorité d'Etats-membres ne veulent pas qu'il y ait un noyau dur sans eux. Mais, s'ils entrent, ce n'est plus un noyau dur vont faire ensemble une intégration politique ellement poussée que les autres ne voudront pas entren. Mais suites en conditions poiltique s'etles sont réunies aujourd'hui en France, en Allemagne, ou ailleurs pour faire une intégration politique extrêmement poussée? Ca se discute, c'est loin d'être évident. Ensuite, si un noyau dur émerge quand même, l'autre question à résourde se autres Européens, avec la Commission, avec le Parlement, avec l'ensemble du système. Joschka Fischer, qui avait prononcé, à l'Université de Humboldt, un discours devenu fameux, beaucou questionné sur ce point, n'a jamais trouvé la réponse adéquate. Donc on peut finir par penser, comme jacques belors un jour: «Je sais bien que le noyau dur ne sera pas créé sans une crise, amis je préfère la crise à tout cela. Cela suppose le chemin suivant: d'abord qu'il y ait un consensus sur l'idée même d'une Europe puissance. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Un petit nombre de pays le souhaite. Plusieurs pays n'en veulent pas, car l'idée même de la puissance leur paraît obscène depuis la seconde guerre mondiale. Il y a ceux qui l'acceptent, mais à condition que ce soit subordonné aux Etats-Unis. Si on arrive, à force de discussions, en disant qu'on va être une puissance d'un type spécial, utile au monde, toute cette affaire du «clash des crivilisations». J'a dit dans un article recent ce que j'en pensais. Un s'est beaucoup offusque de la theorie du clash des civilisations, on a fait un faux proces a Huntington ne l'a jamais recommande, il a cérti que c'était un risque réel qui est devant nous. Je pense que nous sommes déjà dans ce clash, dans un choc en particulier Islam-Occident, qui dure, avec des hauts et des bas, depuis des s'êtces, et que cette question n'a jamais été surmontée. L'affaire Est-Ouest a été surmontée en moins d'un siècle, c'est un battement de paupières à l'échelle de l'histoire longue. L'autre affaire est toujours là, et je pense que là aussi la politique de l'autruche n'est pas bonne. Au lieu de s'offusquer de cette héorie et de la combattre à coups de colloques sur le dialogue des cultures, qui sont des moulins à prière, il faut reconnaître cette réalité. Reconnaître le risque et se doter d'un programme pour en sortir, pour conjurer ce risque, d'une politique entre Occidentaux; mais les élites arabo-islamiques ont aussi une responsabilité gigantesque, qu'aujourd 'fui elles n'assument pas, pour essayer d'en sortir avant que les choses ne s'aggravent encore. Sans parler de l'affaire irakienne, qui peut en plus aggraver tout cela. Je crois que le moment est venu de commencer de se projeter dans l'après lrak, de faire un inventaire des dégâts, sans fioritures, et d'apporter une réponse sur chaque point. Parce que l'Amérique n'est pas non plus sur la planète Mars, ils sont près de nous, nous devons vivre avec eux. N'oublions pas que si les intellectuels américains en dissension aujourd'hui ne sont pas très nombreux, il y aura eu, jusqu'au bout, une autre opinion américaine qui aurait voulu que la guerre ait lieu avec la caution des Nations Unies. Et, il y a aussi une population américaine qui aurait voulu que la guerre ait lieu avec la caution des Nations Unies. Et, il y au sussi une population américaine qui aurait voulu que la guerre ait lieu avec la



